



Données de référence 2018 (01/01/2018 - 31/12/2018)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 01/03/2019 - 01/10/2019

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 31^{ème} réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2018 – 2020, portant sur les données de l'année 2018.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondez aux questions.

Le manuel d'utilisation est accessible dans l'onglet « Documentation » de l'application.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1. Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[1 881 600]

Commentaires

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, les dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

| | Montant |
|---|---|
| Niveau national ou fédéral | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales) | 29 503 598 700 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires

003. PIB par habitant (en €) en prix courant pour l'année de référence

[23 605]

Commentaires

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[30 109]

NA

Commentaires

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[0.8969]

Autorisation de décimales : 5

NAP

Commentaires Bank of England Currency Charts: GBP to EUR

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 5 :

- Sources : 1. Source: Mid Year Population Estimates, Northern Ireland Statistics and Research Agency (NISRA, June 2018) 2. Source: Country and regional public sector finances net fiscal balance tables: financial year ending 2018
3. Source: Gross Value Added (ONS, 2017)
4. Source: Median gross annual earnings for FT employees (NISRA, Annual Survey of Hours and Earnings 2018)
5. Source: 31 Dec 2018 Exchange rate, Bank of England Currency Charts

1.1.2. Données budgétaires relatives au système judiciaire

006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des

tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux des budgets alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

| | Budget approuvé (en €) | Budget exécuté (en €) |
|---|---------------------------------|---------------------------------|
| TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7) | 78 569 857 [] NA [] NAP | 79 763 823 [] NA [] NAP |
| 1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts) | 27 922 895 [] NA [] NAP | 27 818 690 [] NA [] NAP |
| 2. Budget public annuel alloué à l'informatisation | 4 980 304 [] NA [] NAP | 4 737 559 [] NA [] NAP |
| 3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.) | 28 348 528 [] NA [] NAP | 30 398 569 [] NA [] NAP |
| 4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement) | 17 296 667 [] NA [] NAP | 16 791 129 [] NA [] NAP |
| 5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux) | 0 [] NA [] NAP | 0 [] NA [] NAP |
| 6. Budget public annuel alloué à la formation | 21 463 [] NA [] NAP | 17 876 [] NA [] NAP |
| 7. Autres (veuillez préciser) | [] NA [X] NAP | [] NA [X] NAP |

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : NICTS budget allocation is a net budget, to take account of income generated for the services provided. The approved budget should actually be €47,321,334 rather than €78,569,857 as shown in the table as approved income, which is a negative budget (-€31,248,523), should be deducted from the total. Similarly, the implemented budget should be actually be €50,459,033 instead of €79,763,823 as the implemented income (-€29,304,790) should be deducted from the total).

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux des budgets publics alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système :

| | Budget approuvé (en €) | Budget exécuté (en €) |
|--|------------------------|-----------------------|
| Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |

| | | |
|---|----------|----------|
| Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire | [X] NA | [X] NA |
| | [] NAP | [] NAP |

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : N/A

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

| | Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ? |
|------------------------------------|--|
| en matière pénale | () Oui (X) Non |
| en matière autre que pénale | (X) Oui () Non |

S'il existe des exceptions à la règle de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions : NICTS operates an exemptions and remissions policy to support those in the payment of court fees where they can demonstrate that they are in receipt of qualifying passported benefits, or, would be placed under financial hardship as a result of paying the court fee. NICTS also partially subsidises (50%) children and family cases and fully subsidises cases relating to domestic violence.

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- The court fees are set on the basis of full cost recovery as per Chapter 6 of Managing Public Money Northern Ireland and include administrative and judicial costs associated with providing the service, including overheads. These court fees can be fixed, variable, semi-variable or semi-fixed depending on the nature of the case and/or associated processes.

The fees for initiating court proceedings follow a tiered structure with application fees to the lower court tier (Magistrates Court) being less than the higher court tiers (County Court and Court of Judicature). Most court fees are a fixed amount, some are within a banded structure based on the amount claimed (contested) and a small number of court fees are variable (based on amount claimed, with upper and lower limits).

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[132]
[] NA
[] NAP

Commentaires Small Claims Court - €132 (18/19 fee rate), Civil Bill - €219 (2018/19 fee rate). Opted to include the initial fee amount necessary (with the euro rate at the time applied) to commence either a small claim or civil bill consistent with the response provided in the 2012 data. This appears to be consistent with the way this information is presented in other EU reports.

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[24 573 705]
[] NA
[] NAP

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

| | TOTAL | Affaires pénales | Affaires autres que pénales |
|---|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2) | 90 979 000 [] NA [] NAP | 41 171 000 [] NA [] NAP | 49 808 000 [] NA [] NAP |
| 12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale) | 90 979 000 [] NA [] NAP | 41 171 000 [] NA [] NAP | 49 808 000 [] NA [] NAP |
| 12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques) | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |

Commentaires No Differences – For information Euro/Sterling exchange rate used 0.8969 as at 31 Dec 2018.

Non Ringfenced RDEL budget equalled final outturn for 2018-19. Legal Aid budget excludes operating costs of the Legal Services Agency NI. The 2014 return had legal aid spend as €135.3m for 2014-15, and our recent return looking at 2018-19 was €90.9m. There are two reasons. Firstly, there is a difference in the two figures due to changes in the exchange rates used to convert figures from sterling to Euros, using the 2018-19 exchange rate would change the 2014-15 spend to €117.5m. Secondly, the reduced spend in 2018-19 reflects reforms to legal aid funding which the Department has been implementing since 2014-15 which has had an impact on costs, in an attempt to make the legal aid budget more manageable.

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

| | TOTAL | Affaires pénales | Affaires autres que pénales |
|--|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2) | 90 979 000 [] NA [] NAP | 41 171 000 [] NA [] NAP | 49 808 000 [] NA [] NAP |
| 12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale) | 90 979 000 [] NA [] NAP | 41 171 000 [] NA [] NAP | 49 808 000 [] NA [] NAP |
| 12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques) | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : No Differences – For information Euro/Sterling exchange rate used 0.8969 as at 31 Dec 2018.

Non Ringfenced RDEL budget equalled final outturn for 2018-19. Legal Aid budget excludes operating costs of the Legal Services Agency NI.

The 2014 return had legal aid spend as €135.3m for 2014-15, and our recent return looking at 2018-19 was €90.9m. There are two reasons. Firstly, there is a difference in the two figures due to changes in the exchange rates used to convert figures from sterling to Euros, using the 2018-19 exchange rate would change the 2014-15 spend to €117.5m. Secondly, the reduced spend in 2018-19 reflects reforms to legal aid funding which the Department has been implementing since 2014-15 which has had an impact on costs, in an attempt to make the legal aid budget more manageable.

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

| Budget approuvé (en €) | Budget exécuté (en €) |
|------------------------|-----------------------|
| | |

| | | |
|---|---------------------------------|---------------------------------|
| Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1) | 37 900 079 [] NA [] NAP | 37 606 427 [] NA [] NAP |
| 13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public | 58 953 [] NA [] NAP | 58 953 [] NA [] NAP |

Veillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

| | Préparation du budget global des tribunaux | Adoption/approbation du budget global des tribunaux | Gestion et répartition du budget entre les tribunaux | Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national |
|---|---|--|---|---|
| Ministère de la Justice | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP |
| Autre ministère | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP |
| Parlement | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP |
| Cour Suprême | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP |
| Conseil Supérieur de la Magistrature | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP |
| Tribunaux | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP |
| Organisme d'inspection | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP |
| Autre | (X) Oui () Non [] NAP | (X) Oui () Non [] NAP | (X) Oui () Non [] NAP | (X) Oui () Non [] NAP |

Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser : In April 2010 responsibility for the Northern Ireland Courts and Tribunals Service (NICtS) transferred from the Treasury Department to the Northern Ireland Assembly, Department of Justice (DoJ).

014-1. (ancienne question 61) Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein des tribunaux ?

| Préparation du budget | Arbitrage et répartition du budget | Gestion quotidienne du budget | Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget |
|------------------------------|---|--------------------------------------|--|
|------------------------------|---|--------------------------------------|--|

| | | | | |
|--|---|---|---|---|
| Conseil d'administration | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non |
| Président du tribunal | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Directeur administratif du tribunal | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Greffier en chef | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Autre | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : The Northern Ireland Secretary of State set out the annual budget allocation for Northern Ireland departments. The NICTS annual budget is confirmed by the DoJ Permanent Secretary. The NICTS Board is responsible for business and corporate planning and reporting, and the oversight of the functions of NICTS including finance, planning, performance, and policy initiatives. The Finance Committee assists the Board with financial oversight and budgetary control. It is the role of Finance Director to advise the Committee on any material issues concerning financial oversight and budgetary control. The Finance Director is supported by the NICTS Finance team, who along with the relevant business managers across the Agency, monitor the day to day expenditure closely to try and live within the resource and capital allocations provided.

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 6 à 14 :

Sources : Question 6, the approved budget is based on the initial 2018/19 budget and the implanted budget is based on the final 2018/19 budget. The exchange rate used is the Bank of England Exchange rate at 31 December 2018.

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

| | Budget approuvé (en €) | Budget exécuté (en €) |
|---|------------------------------------|------------------------------------|
| Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en € | 1 150 692 000 [] NA [] NAP | 1 150 692 000 [] NA [] NAP |

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Euro/Sterling exchange rate used 0.8969 as at 31 Dec 2018

Budget based on final 2018-19 Non Ringfenced RDEL budget. Figures exclude non cash resource budgets and capital budgets.

Some Police Services, budget includes all elements for operating the Police Service of NI.

Functioning of the Ministry of Justice –covers the remaining functions of the Department of Justice in NI not separately indicated in 15-3.

015-2. Éléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

| Inclus | Non inclus | N'existe pas (NAP) |
|--------|------------|--------------------|
| | | |

| | | | |
|--|-------|-------|-----|
| Tribunaux (voir question 6 ou 7) | (X) | () | () |
| Aide judiciaire(voir question 12 ou 7) | (X) | () | () |
| Ministère public (voir question 13 ou 7) | () | (X) | () |

015-3. Autres éléments budgétaires

| | Inclus | Non inclus | N'existe pas (NAP) |
|---|--------|------------|--------------------|
| Systeme pénitentiaire | (X) | () | () |
| Service de probation | (X) | () | () |
| Conseil supérieur de la magistrature | () | () | (X) |
| Cour constitutionnelle | () | () | (X) |
| Service de gestion du système judiciaire | () | () | (X) |
| Service de l'avocat d'Etat | () | () | (X) |
| Service de l'exécution | () | () | (X) |
| Notariat | () | () | (X) |
| Service d'expertise légale | (X) | () | () |
| Protection judiciaire de la jeunesse | (X) | () | () |
| Fonctionnement du ministère de la Justice | (X) | () | () |
| Services des demandeurs d'asile et réfugiés | () | () | (X) |
| Service d'immigration | () | () | (X) |
| Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus) | (X) | () | () |
| Autres | () | () | (X) |

Si « autres », veuillez préciser : NAP

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 15-1, 15-2 et 15-3:

Sources : Department of Justice Budgeting System

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1. Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

| | Affaires pénales | Affaires autres que pénales |
|--|---|---|
| Représentation devant les tribunaux | (X) Oui () Non [] NA [] NAP | (X) Oui () Non [] NA [] NAP |
| Conseil juridique, ADR et autres services juridiques | (X) Oui () Non [] NA [] NAP | (X) Oui () Non [] NA [] NAP |

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant d'aller devant le tribunal et durant la procédure ?

- Civil legal services provide advice and representation across a wide range of issues and court proceedings. The greatest volume of business is in respect of family matters (including child welfare), personal injury claims, bail applications and advice at police stations in criminal matters. Advice and representation is provided where applicants can demonstrate that they meet financial means and legal merits tests. The assessment of an applicant's means was determined, for the greater part of the year, by the Legal Aid Assessment Office (LAAO), an office of the Department for Communities (DfC). This function transferred from DfC to the Legal Services Agency in 2019. By bringing the function in-house, and thereby amalgamating all civil legal aid services within the one organisation, this will support the development of a more integrated approach to the delivery and administration of legal aid whilst maximising efficiencies,

Criminal legal aid is granted by the judiciary if applicants before the Magistrates' Courts, County Court on appeal and Crown Court have insufficient means to pay for their own defence and it is in the interests of justice that applicants should be represented. Similar provisions apply to cases before the Criminal Court of Appeal.

017. L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice ?

(X) Oui

() Non

[] NAP

Si oui, veuillez préciser : Where court fees are payable in a particular case, solicitor can include the cost of same as a disbursement when submitting their claims for fees.

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

(X) Oui

() Non

[] NAP

Si oui, veuillez préciser : Where court fees are payable in a particular case, solicitor can include the cost of same as a disbursement when submitting their claims for fees.

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

| | Affaires pénales | Affaires autres que pénales |
|---|---|---|
| Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais | (X) Oui () Non [] NA [] NAP | (X) Oui () Non [] NA [] NAP |

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Additional costs of expert witnesses, medical reports, legal opinions, travel costs etc are covered by legal aid on approval of prior authority.

2.1.2. Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

| | Total | Affaires portées devant les tribunaux | Affaires non portées devant les tribunaux |
|------------------------------------|-----------------------------|---------------------------------------|---|
| TOTAL | 80 677 [] NA [] NAP | 45 329 [] NA [] NAP | 35 348 [] NA [] NAP |
| En matière pénale | 31 733 [] NA [] NAP | 31 733 [] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| En matière autre que pénale | 48 944 [] NA [] NAP | 13 596 [] NA [] NAP | 35 348 [] NA [] NAP |

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : The number of cases brought to court in other than criminal cases relates to criminal and civil certificates issued in the year 2018-19. The number of other than criminal cases not brought to court refers to the amount of acts of 'advice and assistance' granted in the period 2018-19. This data is from the Legal Services Agency Annual Report and Accounts 2018-19. The number of criminal cases not brought to court is not available.

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

| | Assistance gratuite d'un avocat |
|---------------------------------|---------------------------------|
| Personnes mises en cause | (X) Oui () Non |
| Victimes | () Oui (X) Non |

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Criminal legal aid is granted by reference to two tests, the means test and the interest of justice test i.e if the defendant's means are insufficient to cover the cost and it is in the interests of justice that the defendant is legally represented, then legal aid will be granted.

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

| | libre choix de l'avocat |
|---------------------------------|---------------------------------|
| Personnes mises en cause | (X) Oui () Non [] NAP |
| Victimes | (X) Oui () Non [] NAP |

Commentaires

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : Criminal cases – there is no fixed means test for income or capital, this is decided upon by the discretion of the Magistrate or Judge.

Non-criminal cases – the upper limits for applicants under the Civil Legal Aid Scheme for Representation Higher are detailed above. These limits apply after a financial assessment has been completed by the Legal Services Agency.

Where a client's weekly disposable income does not exceed £234 and their capital does not exceed £1,000, they shall be eligible for advice and assistance or representation (lower courts). These financial assessments are carried out by the solicitor. This information has been obtained from the Legal Services Agency.

The annual income value (for one person), (in €) for full legal aid to the applicant for other than criminal cases is £10,995 in personal injury cases while the assets value (for one person), (in €) is £8,560 in personal injury cases.

NB: This applies to both full and partial legal aid.

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

| | Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €) | Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €) |
|--|---|---|
| Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale | 9 937 [] NA [] NAP | 6 750 [] NA [] NAP |
| Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale | 9 937 [] NA [] NAP | 6 750 [] NA [] NAP |

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou en raison de l'absence d'un éventuel succès) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire : A person applying for civil legal aid must satisfy a 'merits test'. They must show that they have reasonable grounds for taking, defending or being a party to the proceedings in question. Furthermore they may be refused legal aid, if in the particular circumstances of the case, it appears unreasonable that they should do so.

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

() le tribunal

(X) une instance extérieure au tribunal

() une instance mixte (tribunal/organe externe)

Commentaires

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ? Yes 'before the event' legal expenses insurance is available as a standard add-on with, for example, house insurance policies. There is also limited coverage available for 'after the event insurance'.

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

| | La décision judiciaire précise le partage des frais de justice |
|-----------------------------|--|
| en matière pénale | (X) Oui () Non |
| en matière autre que pénale | (X) Oui () Non |

Commentaires

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 20 et 23 :

Sources : The data for Question 20 is from the Legal Services Agency Annual Report and Accounts 2018-19. The information for Question 23 was obtained from the Legal Services Agency.

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1. Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

| | Oui | Adresse(s) internet : |
|--|-----|--|
| aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.) | () | (X) http://www.legislation.gov.uk/ |
| à la jurisprudence des hautes juridictions | () | (X) http://www.judiciaryni.uk |
| à d'autres documents (par exemple le téléchargement de formulaires, l'enregistrement en ligne) | () | (X) http://www.courtsni.gov.uk |

Veillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « à d'autres documents » : A range of Court documents are specified in court rules which can be assessed on <http://www.legislation.gov.uk/>

The Northern Ireland Courts and Tribunals Service also maintains a website which:

- a) Contains case law
- b) Provides for on-line processing of a range of court business
- c) Provides information leaflets and court forms <http://www.courtsni.gov.uk>

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

- () Oui, toujours
- () Non
- (X) Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaires - Si oui seulement dans quelques situations particulières, veuillez préciser : Yes depending on the court proceedings the timeframe of proceedings may be specified in legislation

030. Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions ?

- (X) Oui
- () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Victim Support Northern Ireland is the charity which helps people affected by any type of crime. They provide emotional support, information and practical help to victims, witnesses and others affected by crime (see <http://www.victimsupportni.co.uk>)

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

| | Dispositif d'information | Modalités particulières pour les auditions | Autres modalités particulières |
|------------------------------------|--------------------------|--|--------------------------------|
| Victimes de violence sexuelle/viol | (X) Oui () Non | (X) Oui () Non | () Oui (X) Non |
| Victimes du terrorisme | (X) Oui () Non | (X) Oui () Non | () Oui (X) Non |
| Mineurs (témoins ou victimes) | (X) Oui () Non | (X) Oui () Non | () Oui (X) Non |
| Victimes de violence domestique | (X) Oui () Non | (X) Oui () Non | () Oui (X) Non |

| | | | |
|--|---|---|---|
| Minorités ethniques | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Personnes handicapées | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Délinquants mineurs | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle) | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non |

Commentaires - Si « autres personnes vulnérables » et/ou « autres modalités particulières », veuillez préciser : For all witnesses in proceedings, special measures may be applied for which may (depending on the circumstances) permit:

Evidence to be given by way of video link

Screened evidence

Evidence in chief by video evidence

Electronic evidence presentation

Interpreters (including language and for those with a disability)

Court appointed registered intermediaries for people with communication and language difficulties

Special arrangements exist for juveniles (called Youth in Northern Ireland) where the court sits without the usual formality of wigs and gowns, and the defendants are not required to sit in the dock. Source: NICTS

031-1. Les mineurs peuvent-ils être parties à une procédure judiciaire :

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser pour quelles procédures (civile, pénale, administrative/procédure normale ou accélérée) et à quelles conditions (les mineurs peuvent-ils bénéficier de l'aide judiciaire, d'un avocat, etc.) : In criminal proceedings, children between 10 and 17 can be defendants

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

Oui, veuillez préciser pour quels types d'infractions : A court may order compensation as part of the decision in cases involving criminal injuries, criminal damage or where loss has been sustained e.g theft, fraud etc. The person convicted of the offence may be ordered to pay compensation to the victim. There is a separate procedure where the victim may apply for compensation to a tribunal arising specifically from criminal injury; the incident must have been reported to the police, but no court decision is required.

Non

Commentaires

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires Both yes and no may apply. A court may order compensation as part of the decision in cases involving criminal injuries, criminal damage or where loss has been sustained e.g theft, fraud etc. The person convicted of the offence may be ordered to pay compensation to the victim. There is a separate procedure where the victim may apply for compensation to a tribunal arising specifically from criminal injury; the incident must have been reported to the police, but no court decision is required.

033. Si oui, cette indemnisation provient-elle :

d'un dispositif avec des fonds publics

des dommages et intérêts à payer par la personne responsable

d'un dispositif avec des fonds privés

Commentaires Source: NICTS

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The Prosecution Decision

A victim is entitled to ask for their specific views to be taken into account as part of the Prosecutor's decision-making process. Should a victim choose to do so, their views will be given careful consideration by the Prosecutor before they make a decision. The views of the victim will be provided by the police in a report for the file which is prepared for the PPS. In cases where the Prosecutor is considering offering an alternative to prosecution (for example, a caution or informed warning), the victim will be informed of this where possible and given an opportunity to tell the PPS their views on this potential course of action. The views of victims are important and, whilst the Prosecutor will not always be able to act in accordance with these wishes, they will be carefully considered before a decision is reached.

Special Measures

Special measures are a range of provisions that can be put in place if the Judge is satisfied that a victim is either vulnerable or intimidated and, if so, whether special measures would be likely to improve the quality of their evidence. Examples of such measures include the use of screens or curtains (so that the victim does not see the defendant), giving evidence away from the courtroom via 'live link' or allowing assistance from a registered intermediary (to assist those persons with significant communication difficulties).

Once the Prosecutor dealing with the case receives the victim's statement and any other evidence, they will decide whether a special measures application can be made to the court. The Prosecutor will then present the application to the court and the defendant's lawyers will be given an opportunity to object. The Judge will then make the final decision. Other measures the PPS may also consider include the following: -removing the address of a victim from the papers to be disclosed to the defence where that address is not legally relevant to the case; and/or -seeking to agree witness statements with the defence so that the victim need not attend in person. It should be noted, however, that the defence cannot be made to agree the evidence of any witness. These matters are normally dealt with by the Prosecutor prior to the trial so as to ease any concerns of the victim in advance. Where special measures have been granted, the PPS will ask the court to give the case priority.

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur "de classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge". (La réponse NAP signifie que le procureur ne peut pas décider de classer une affaire de son propre chef. Une décision d'un juge est nécessaire.)

Oui

Non

NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser : Victims are entitled to ask for a review of a decision not to prosecute after detailed

reasons have been requested and / or received. Once received, the PPS will conduct a review of the decision. If there is additional evidence or information, the original Prosecutor will reconsider the case. If there is no new evidence or information, a different Prosecutor will conduct the review.

Where a decision is taken by the PPS to substantially alter a charge, to discontinue all proceedings, or to offer no evidence, the victim will be informed of this decision and given reasons for the decision where requested. Victims are entitled to ask for a meeting to discuss this decision.

037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

| | Nombre de demandes d'indemnisation | Nombre de condamnations | Montant total (in €) |
|---|--|--|--|
| Total | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| Durée excessive de la procédure | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| Non-exécution des décisions de justice | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| Arrestation injustifiée | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| Condamnation injustifiée | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| Autre | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |

Commentaires - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) : There is only a remedy for wrongful arrest or wrongful conviction – this would be by way of a separate civil remedy taken by the individual

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des professionnels de la justice et des usagers des tribunaux pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ? Si oui, à quelles fréquences et à quels niveaux ?

| | Au niveau national | Au niveau des tribunaux |
|--|--|--|
| 1. Enquêtes auprès des juges | <input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc | <input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc |
| 2. Enquêtes auprès du personnel des tribunaux | <input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc | <input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc |

| | | |
|--|---|---|
| 3. Enquêtes auprès des procureurs | <input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc | <input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc |
| 4. Enquêtes auprès des avocats | <input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc | <input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc |
| 5. Enquêtes auprès des parties | <input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc | <input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc |
| 6. Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG) | <input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc | <input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc |
| 7. Enquêtes auprès des victimes | <input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc | <input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc |
| 8. Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s) | <input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc | <input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc |

Commentaires - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : NIVAWS - The Department of Justice routinely undertakes both quantitative (survey) and qualitative (interview) research with victims and witnesses of crime. www.justice-ni.gov.uk/articles/victims-and-witnesses

Other NICTS initiated surveys are not published – these are aimed at court users and are for specific purposes e.g. increases to court fees.

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

() Oui

(X) Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

| | Autorité compétente pour traiter de la plainte | Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte |
|--------------------------------|--|---|
| Tribunal concerné | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non |
| Instance supérieure | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non |
| Ministère de la Justice | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non |

| | | |
|--|--|--|
| Conseil supérieur de la magistrature | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non |
| Autres organisations extérieures (ex. médiateur) | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non |

Commentaires

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

| | Nombre de plaintes | Montant des indemnisations accordées |
|--|---|---|
| Tribunal concerné | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| Instance supérieure | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| Ministère de la Justice | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| Conseil supérieur de la magistrature | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| Autres organisations extérieures (ex. médiateur) | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile :

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1. Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques.

| | Nombre de tribunaux |
|---|---|
| 42.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques) | 17 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 42.2 Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques) | 0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 42.3 Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes) | 17 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires 3 court tiers within the jurisdiction and 17 physical court locations - Tribunaux may sit in other non-court locations.

There have been a number of courthouse closures and removal from leased premises in the period since the previous return. Annex A of document (weblink below) shows current courthouses in operation. <https://www.justice-ni.gov.uk/sites/default/files/publications/justice/Single%20Jurisdiction%20Internet%20Info%20Agreed.pdf>

043. Nombre (entités juridiques) de tribunaux spécialisés (ou ordre judiciaire spécifique) de 1ère instance

| | Nombre de tribunaux |
|---|--|
| Total (il doit correspondre au nombre indiqué à la question 42.2) | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites) | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| Tribunaux des faillites | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| Tribunaux du travail | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| Tribunaux des affaires familiales | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux) | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| Tribunaux administratifs | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| Tribunaux militaires | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| Autres tribunaux spécialisés de 1ère instance | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |

Commentaires - Si « autres tribunaux spécialisés de 1ère instance », veuillez donner des précisions : NAP

044. Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée [par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des

tribunaux] ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Veuillez préciser :

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

| | Nombre de tribunaux |
|--------------------------------------|-------------------------|
| le recouvrement d'une petite créance | 12 [] NA [] NAP |
| le licenciement | [X] NA [] NAP |
| le vol avec violence | 17 [] NA [] NAP |
| faillite | 1 [] NA [] NAP |

Commentaires

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance :

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[3 000]

Commentaires Up to £3,000

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 42, 43 et 45:

Sources : www.courtsni.gov.uk

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1. Juges et personnels non-juges

046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes

permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

| | Total | Hommes | Femmes |
|--|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3) | 68 [] NA [] NAP | 45 [] NA [] NAP | 23 [] NA [] NAP |
| 1. Nombre de juges professionnels de première instance | 57 [] NA [] NAP | 36 [] NA [] NAP | 21 [] NA [] NAP |
| 2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance) | 3 [] NA [] NAP | 3 [] NA [] NAP | 0 [] NA [] NAP |
| 3. Nombre de juges professionnels dans les cours suprêmes | 8 [] NA [] NAP | 6 [] NA [] NAP | 2 [] NA [] NAP |

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : One female first instance professional judge works part time with a Full-time Equivalent of 0.6. This has been rounded up to 1 as decimals are not permitted.

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

| | Total | Hommes | Femmes |
|--|------------------------|------------------------|------------------------|
| Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3) | 7 [] NA [] NAP | 4 [] NA [] NAP | 3 [] NA [] NAP |
| 1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance | 7 [] NA [] NAP | 4 [] NA [] NAP | 3 [] NA [] NAP |
| 2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance) | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 3. Nombre de président(s) de cours suprêmes | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |

Commentaires

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel (si possible au 31 décembre de l'année de référence):

| | Donnée |
|----------------------------------|--------------------------|
| Donnée brute | 575 [] NA [] NAP |
| Donnée en équivalent temps plein | [X] NA [] NAP |

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des

affaires ?

() Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

() Non

[X] NAP

Commentaires

049. Nombres de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée) :

| | Donnée |
|----------------------------------|---------------------|
| Donnée brute | [] NA [X] NAP |
| Donnée en équivalent temps plein | [] NA [X] NAP |

Commentaires

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

| | Oui | Non | Echevinage |
|---|-----|-----|------------|
| affaires pénales (infractions graves) | () | () | () |
| affaires pénales (infractions mineures) | () | () | () |
| affaires familiales | () | () | () |
| affaires de droit du travail | () | () | () |
| affaires de droit social | () | () | () |
| affaires commerciales | () | () | () |
| affaires de faillite | () | () | () |
| autre affaires civiles | () | () | () |

[X] NAP

Commentaires - Si autre, veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

(X) Oui

() Non

050-1. Si oui, pour quell(s) type(s) d'affaire(s) ?

affaires pénales

affaires autres que pénales

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

25 000]

NA

NAP

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés).

| | Total | Hommes | Femmes |
|---|--|--|--|
| Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5) | 680 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours. | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| 2. Personnels non juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision) | 438 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation) | 242 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 4. Personnels techniques | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| 5. Autres personnels non juges | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |

Commentaires - Si « autres personnels non juges », veuillez préciser :

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés)

| | Total | Hommes | Femmes |
|--|--|--|--|
| Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3) | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance) | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

- pour l'aide judiciaire
- en matière familiale
- pour les ordres de paiement
- pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- exécution des affaires civiles
- exécution des affaires pénales
- autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- pour les affaires non contentieuses
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

- Oui
- Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

- la maintenance informatique
- la formation du personnel

la sécurité

les archives

le nettoyage

autres types de services (veuillez préciser) : Provision of interpreters, coroners removal services, courier services, catering, transcription services, some IT services outside of the main NI government shared service contract, accountancy services. Some other miscellaneous support services.

Commentaires

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 46, 47, 48, 49 et 52

Sources : <https://www.justice-ni.gov.uk/publications/nicts-annual-report-and-accounts>
NICTS Judicial HR records

3.3. Ministère public

3.3.1. Procureurs et personnel

055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées .

| | Total | Hommes | Femmes |
|---|--|--|--|
| Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3) | 162 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | 59 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | 103 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance) | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

056. Nombre de chefs des ministères publics.

| | Total | Hommes | Femmes |
|---|--|--|--|
| Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3) | 1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | 1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | 0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |

| | | | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|
| 2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance) | [] NA [X] NAP | [] NA [X] NAP | [] NA [X] NAP |
| 3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes | [] NA [X] NAP | [] NA [X] NAP | [] NA [X] NAP |

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus :

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

- () Oui
(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions : NAP

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[]
[] NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

- () Oui
() Non
[] NAP

Commentaires

059-1. Les Parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

- (X) Oui
() Non

Commentaires

060. Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (sans le nombre de personnels non juges, v. question 52)(répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement pourvus)

| | Total | Hommes | Femmes |
|--|---------------|---------------|---------------|
| Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public | 309 [] NA | 106 [] NA | 203 [] NA |

Commentaires

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 55, 56 et 60

Sources : Public Prosecution Service

3.4.Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

| | Oui, veuillez préciser | Non |
|------------------------|------------------------|-----|
| des juges | (X) | () |
| des procureurs | (X) | () |
| du personnel non-juge | (X) | () |
| des avocats | (X) | () |
| des notaires | (X) | () |
| des agents d'exécution | (X) | () |

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : Additional comments for 'if yes, please specify' section above:

JUDGES: Under the terms of the Justice (Northern Ireland) Act 2002, a Judicial Appointments Commission (NIJAC) was established which should so far as is reasonably practicable, be reflective of the community in Northern Ireland. The Commission is similarly tasked to make appointments to listed judicial offices which are similarly reflective of the community in Northern Ireland so far as is reasonably practicable. These positive duties require a programme of action from the Commission but are subject to the overriding principle that applications should be made solely on merit. NIJAC produces an annual monitoring report on a number of equality categories including the gender composition of the judiciary and applicant pool for judicial posts. As can be seen above, there is an advanced equality framework for judicial appointments in Northern Ireland which is subject to regular review. NIJAC is in addition subject to the oversight of the Commissioner for Public Appointments Northern Ireland . The Commissioner monitors the application of selection on merit by a number of specified public bodies and diversity (including gender) is a key part of the Code of Practice of the Commissioner.

PROSECUTORS: Under the terms of Section 75 of the Northern Ireland Act 1998, public authorities must have due regard to the promotion of equality of opportunity between nine equality categories, one of which is gender. The Director of Public Prosecutions as head of the Public Prosecution Service ('PPS') is a designated public body to whom the provision applies. The PPS in Northern Ireland has an Equality Scheme in place which it notes is submitted annually to the Equality Commission for Northern Ireland (itself set up under the 1998 Act) in line with its responsibilities under Section 75. <https://www.ppsni.gov.uk/Equality-and-Diversity-Policies---5081.html>

NON-JUDGE STAFF: The Northern Ireland Courts and Tribunals Service is an agency of the Department of Justice and is as such subject to the duty on promotion of equality of opportunity under Section 75 of the Northern Ireland Act 1998. The Department of Justice has an Equality Action Plan 2017-2022, which includes a focus on gender issues such as women's mentoring and leadership programmes.

LAWYERS: Lawyers employed in the Government Legal Service in Northern Ireland are covered by an equality framework within the Northern Ireland Civil Service derived from Section 75 of the Northern Ireland Act 1998. Northern Ireland has a well-developed corps of equality law and practice as noted above. In relation to the private sector, it is important to note that all employers are subject to the provisions of the Sex Discrimination (Northern Ireland) Order 1976 (as amended).

NOTARIES:Notaries in Northern Ireland are appointed by the Lord Chief Justice under the provisions of the Judicature (Northern Ireland) Order 1978

ENFORCEMENT AGENTS: The Chief Constable of the Police Service of Northern Ireland is a designated public body under a duty to promote equality of opportunity under Section 75 of the Northern Ireland Act 1998. The Chief Inspector of Criminal Justice (charged with inspecting and evaluating co-operation of agencies within the criminal justice system) is also a designated public body for the purposes of Section 75. It is also important to appreciate the role and functions of the Northern Ireland Human Rights Commission, in terms of

advising on compliance of legislation and the promotion of human rights within Northern Ireland, which will include a range of issues including gender

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

| | Oui, veuillez préciser | Non |
|------------------------|------------------------|-------|
| des juges | (X) | () |
| des procureurs | () | (X) |
| du personnel non-juge | (X) | () |
| des avocats | (X) | () |
| des notaires | (X) | () |
| des agents d'exécution | (X) | () |

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : Additional comments for 'if yes, please specify' section above:

JUDGES: Under the terms of the Justice (Northern Ireland) Act 2002, a Judicial Appointments Commission (NIJAC) was established which should so far as is reasonably practicable, be reflective of the community in Northern Ireland. The Commission is similarly tasked to make appointments to listed judicial offices which are similarly reflective of the community in Northern Ireland so far as is reasonably practicable. These positive duties require a programme of action from the Commission but are subject to the overriding principle that applications should be made solely on merit. NIJAC produces an annual monitoring report on a number of equality categories including the gender composition of the judiciary and applicant pool for judicial posts. As can be seen above, there is an advanced equality framework for judicial appointments in Northern Ireland which is subject to regular review. NIJAC is in addition subject to the oversight of the Commissioner for Public Appointments Northern Ireland . The Commissioner monitors the application of selection on merit by a number of specified public bodies and diversity (including gender) is a key part of the Code of Practice of the Commissioner. NON-JUDGE STAFF: The Northern Ireland Courts and Tribunals Service is an agency of the Department of Justice and is as such subject to the duty on promotion of equality of opportunity under Section 75 of the Northern Ireland Act 1998. The Department of Justice has an Equality Action Plan 2017-2022, which includes a focus on gender issues such as women's mentoring and leadership programmes. LAWYERS: Lawyers employed in the Government Legal Service in Northern Ireland are covered by an equality framework within the Northern Ireland Civil Service derived from Section 75 of the Northern Ireland Act 1998. Northern Ireland has a well-developed corps of equality law and practice as noted above. In relation to the private sector, it is important to note that all employers are subject to the provisions of the Sex Discrimination (Northern Ireland) Order 1976 (as amended).

NOTARIES:Notaries in Northern Ireland are appointed by the Lord Chief Justice under the provisions of the Judicature (Northern Ireland) Order 1978

ENFORCEMENT AGENTS: The Chief Constable of the Police Service of Northern Ireland is a designated public body under a duty to promote equality of opportunity under Section 75 of the Northern Ireland Act 1998. The Chief Inspector of Criminal Justice (charged with inspecting and evaluating co-operation of agencies within the criminal justice system) is also a designated public body for the purposes of Section 75. It is also important to appreciate the role and functions of the Northern Ireland Human Rights Commission, in terms of advising on compliance of legislation and the promotion of human rights within Northern Ireland, which will include a range of issues including gender

3.4.2 Au niveau national

061-4. Disposez-vous, au niveau national, d'une ou de plusieurs enquêtes ou rapports récents

concernant, en tout ou partie, la répartition hommes/femmes au sein du système judiciaire concernant :

| | Oui | Non |
|------------------------|-------|-------|
| les juges | (X) | () |
| les procureurs | () | (X) |
| le personnel non-juge | (X) | () |
| les avocats | (X) | () |
| les notaires | (X) | () |
| les agents d'exécution | (X) | () |

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ? See NIJAC Equality Monitoring Report. The Society liaises with NIJAC to provide figures for the composition of the solicitors' profession. This provides a basis of comparison and analysis in terms of analysing the progression of candidates through to judicial office when compared with the make-up of the profession as a whole. Public bodies as outlined above will liaise directly with the Equality Commission for Northern Ireland to detail how they are complying with their duties to promote equality of opportunity.

<https://www.nijac.gov.uk/sites/nijac/files/NIJAC%20Equality%20Monitoring%20Report%202018.pdf> The Police Service of Northern Ireland provides a breakdown of the composition of its officer and civilian workforce. <https://www.psn.police.uk/inside-psni/Statistics/workforce-composition-statistics/>

061-5. Existe-t-il un programme national ou un document d'orientation visant à promouvoir l'égalité hommes/femmes dans le système judiciaire ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou indiquer le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ?

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

| | Oui, veuillez préciser | Non |
|-------------------------------|------------------------|-------|
| le recrutement des juges | () | (X) |
| la promotion des juges | () | (X) |
| le recrutement des procureurs | () | (X) |
| la promotion des procureurs | () | (X) |

| | | |
|---|-----|-------|
| le recrutement du personnel non-juge | () | (X) |
| la promotion du personnel non-juge | () | (X) |

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires NIJAC, the Equality Commission and the Commissioner for Public Appointments have a range of duties which include the monitoring and assessment of equality on grounds of gender in the case of NIJAC and the Equality Commission.

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte) NIJAC- Justice (Northern Ireland) Act 2002 (as amended)
 Equality Commission- Northern Ireland Act 1998 (as amended)
 Commissioner for Public Appointments- Commissioner for Public Appointments (Northern Ireland) Order 1995 (as amended)
 Northern Ireland Human Rights Commission- Northern Ireland Act 1998 (as amended)

NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité homme/femme) NIJAC- Independent and established by statute. Chaired by the Lord Chief Justice who is head of the independent judiciary
 Equality Commission- Independent and established by statute. Commission for Public Appointments- Independent and established by legislation.
 Northern Ireland Human Rights Commission- Independent and established by statute.

NAP

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours)

NAP

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public

061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

| | Oui | Non |
|--|-----|-------|
| dans les tribunaux (juges) | () | (X) |
| dans les services du ministère public (procureurs) | () | (X) |
| pour le personnel non-juge des tribunaux | () | (X) |

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et leurs fonctions. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . Note - The management of court business in relation to the deployment of judges is the responsibility of the Lord Chief Justice for Northern Ireland. In terms of non-judicial matters, the key responsible officers are the leadership team within the Northern Ireland Courts and Tribunal Service, an agency of the Department of Justice.

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

| | Oui | Non |
|--|-----|-------|
| Affectation dans les différents postes | () | (X) |
| Répartition de la charge de travail | () | (X) |
| Horaires de travail | () | (X) |
| Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail | () | (X) |
| Remplacement des personnes absentes | () | (X) |
| Organisation des audiences | () | (X) |
| Autres | () | (X) |

Commentaires - Si « autres », pouvez-vous préciser ? Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. NAP

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) : NIJAC outline that equality monitoring occurs at application, shortlisting and appointment stages. Data analysis considers progress of under-represented groups and comparisons are made against the estimated pool of eligible candidates. This information helps inform an outreach programme to widen the pool of applicants, which includes the following:-

- Tailored Scheme Outreach Plans for all judicial appointment competitions
- Working with others to promote and enhance understanding of judicial opportunities
- Extending our understanding of the challenges and barriers to achieving judicial diversity and doing what we can to alleviate or eliminate.

les mesures prévues (veuillez préciser) : NAP

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires NAP

[] NAP

061-10. Dans le système judiciaire de votre pays (en se basant éventuellement sur des évaluations, études ou rapports officiels), quelles sont les principales causes d'inégalités dans :

les procédures de recrutement (veuillez préciser) :

les procédures de promotion et l'accès aux fonctions de responsabilité (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

[X] NAP

061-11. Dans vos tribunaux, une attention particulière est-elle portée à la question de la parité vis-à-vis du public ou des usagers de la justice, notamment :

| | Oui, veuillez préciser | Non |
|--|------------------------|-------|
| les magistrats ou personnel des tribunaux sont plus des hommes ou des femmes selon certains types d'affaires | () | (X) |
| la composition des audiences collégiales est toujours mixte | () | (X) |
| il existe des statistiques hommes/femmes concernant les personnes qui saisissent le tribunal/les victimes, les auteurs d'infractions, etc. | () | (X) |

Commentaires - si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . NAP

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

| | Organisation |
|--|---|
| Politiques et stratégies informatiques | <input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national par une institution <input checked="" type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau des l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> autre |
| TI Gouvernance informatique | <input type="checkbox"/> gouvernance au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input checked="" type="checkbox"/> organisées au niveau des l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> autre |

Commentaires

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre) NAP

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

| | Conduite des nouveaux projets | Gestion des applications |
|---|---|--|
| Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> No |
| Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> No |

| | | |
|---|---|--|
| Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire) | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> No |
|---|---|--|

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches » Support for IT systems provided by service providers – both private sector companies and public sector (shared services).

065-3. Existe-t-il un dispositif de détection et de valorisation des innovations en matière de technologies de l'information issues d'initiatives personnelles et/ou des tribunaux ?

- Oui
 Non

Commentaires (précisez notamment les projets ayant connu des développements nationaux)

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

- Oui
 Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

- les processus opérationnels
- la charge de travail
- les ressources humaines
- les coûts
- autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact)

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

- Oui
 Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent)

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) Data Protection Act 2018. GDPR. Information Commissioners Office

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision



062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

Oui

No

Commentaires

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

| | Pour les décisions de 1ère instance | Pour les décisions de 2ème instance | Pour les décisions de 3ème instance | Lien vers la jurisprudence CEDH | Données anonymisées | Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne | Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data |
|---------------------------------|--|--|--|--|--|---|---|
| Civile et/ou commerciale | <input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non |
| Pénale | <input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non |
| Administrative | <input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non |

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

Oui

Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction



062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

Oui

Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

| | Taux de disponibilité |
|--------------------------|---|
| Civile et/ou commerciale | <input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA |
| Pénale | <input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA |
| Administrative | <input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA |

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

Oui

Non

Commentaires

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

| Disponibilité d'outils de dictée simples | Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples | Fonction de reconnaissance vocale |
|--|---|-----------------------------------|
| | | |

| | | | |
|---------------------------------|---|---|---|
| Civile et/ou commerciale | <input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA |
| Pénale | <input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA |
| Administrative | <input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA |

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- 100% - accessible à l'ensemble de l'appareil judiciaire
- 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- 1-9% - dans un seul tribunal
- 0% (NAP) - Pas d'accès

NA

Commentaires

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

(X) Oui

() Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

| | Taux de déploiement | État d'avancement d'une affaire en ligne | Base de données centralisée ou interopérable | Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires) | Degré d'intégration/co nnection d'un CMS avec un outil statistique |
|---------------------------------|--|--|--|--|--|
| Civile et/ou commerciale | () 100% (X) 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA | (X) accessible aux parties () publication de la décision en ligne () les deux () non accessible [] NA [] NAP | (X) Oui () Non [] NA [] NAP | () Oui (X) Non [] NA [] NAP | () Entièrement intégré, y compris BI (X) Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP |
| Pénale | (X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA | (X) accessible aux parties () publication de la décision en ligne () les deux () non accessible [] NA [] NAP | (X) Oui () Non [] NA [] NAP | () Oui (X) Non [] NA [] NAP | () Entièrement intégré, y compris BI (X) Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP |
| Administrative | () 100% () 50-99% (X) 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA | () accessible aux parties () publication de la décision en ligne () les deux (X) non accessible [] NA [] NAP | (X) Oui () Non [] NA [] NAP | (X) Oui () Non [] NA [] NAP | () Entièrement intégré, y compris BI (X) Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP |

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

| Taux de déploiement | Données consolidées au niveau national | Service disponible en ligne | Module statistique intégré ou connecté |
|---------------------|--|-----------------------------|--|
|---------------------|--|-----------------------------|--|

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Registre foncier | <input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Registre relatif aux entreprises | <input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non |

Commentaires – si d’autres matières sont concernées, veuillez préciser Both of these exist but they sit outside of the Courts system in Northern Ireland

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

| | Taux de déploiement de l’outil | Données consolidées au niveau national | Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment) |
|---|---|---|---|
| Gestion budgétaire et financière des tribunaux | <input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non |
| Gestion des frais de justice | <input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non |
| Autres (préciser en commentaires) | <input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non |

Commentaires

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l’activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

- Oui
 Non

Commentaires

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

| | Taux de déploiement des outils | Données utilisées pour un pilotage au niveau national | Données utilisées pour un pilotage au niveau local | Outil intégré dans le CMS |
|--|--|---|---|---|
| Pour les juges | <input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| Pour les procureurs | <input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| Pour le personnel non-juge/ non-procureur | <input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

Oui

Non

Commentaires

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

| | Taux de disponibilité | Saisine papier obligatoire en parallèle | Cadre législatif spécifique autorisant la saisine | Outil intégré/connecté dans le CMS |
|---------------------------------|---|--|--|--|
| Civile et/ou commerciale | <input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| Pénale | <input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |

| | | | | |
|-----------------------|---|--|--|--|
| Administrative | <input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
|-----------------------|---|--|--|--|

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

| | Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique |
|---|--|
| Taux de disponibilité | <input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA |
| Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| Information disponible dans le CMS | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

Oui

Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

| | Convocations générées par le CMS | Convocation papier obligatoire en parallèle | Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique | Modalités (si autres préciser en commentaires) | Cadre législatif spécifique |
|---------------------------------|----------------------------------|---|---|---|-----------------------------|
| Civile et/ou commerciale | [] | [] | [] | [] SMS [] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres | [] |
| Pénale | [] | [] | [] | [] SMS [] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres | [] |
| Administrative | [] | [] | [] | [] SMS [] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres | [] |

Commentaires

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

Communication entre le tribunal et les avocats représentant les parties

- (X) Oui
() Non

Communication entre le tribunal et les parties non représentées par un avocat

- (X) Oui
() Non

Commentaires

064-6-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

| | Taux de déploiement de l'outil | Phases du procès concernées | Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire) | Cadre législatif spécifique |
|---------------------------------|---|--|---|------------------------------|
| Civile et/ou commerciale | <input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux | <input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres | <input type="checkbox"/> Oui |
| Pénale | <input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux | <input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres | <input type="checkbox"/> Oui |
| Administrative | <input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux | <input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres | <input type="checkbox"/> Oui |

Commentaires

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

| | Taux de déploiement de l'outil | Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire) | Cadre législatif spécifique |
|--|---|---|------------------------------|
| Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes) | <input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres | <input type="checkbox"/> Oui |
| Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes) | <input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres | <input type="checkbox"/> Oui |
| Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes) | <input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres | <input type="checkbox"/> Oui |
| Services de police judiciaire | <input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres | <input type="checkbox"/> Oui |

Commentaires

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés ? (contentieux de faible valeur, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire)

Oui

Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant. Small claims on-line

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition de parties, etc.).

Oui

Non

Commentaires

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par

exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

| | Taux de déploiement | Phase de procédure | Cadre législatif spécifique |
|---------------------------------|---|--|---|
| Civile et/ou commerciale | <input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Pénale | <input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non |
| Administrative | <input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non |

Commentaires

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

Oui

Non

Commentaires

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

| | Taux de déploiement | Type d'enregistrement | Cadre législatif spécifique |
|---------------------------------|---|--|--|
| Civile et/ou commerciale | <input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| Pénale | <input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |

| | | | |
|-----------------------|---|--|--|
| Administrative | <input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
|-----------------------|---|--|--|

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

| | Admissibilité de la preuve électronique | Cadre législatif |
|---------------------------------|---|---|
| Civile et/ou commerciale | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input checked="" type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement |
| Pénale | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement |
| Administrative | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement |

Commentaires

3.6. Performance et évaluation

3.6.1. Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

| | |
|---------------------------|---|
| | Oui / Non |
| dans les tribunaux | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non |

dans les services du ministère public

Oui

Non

Commentaires

3.6.2.Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

Oui

Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des juges et des personnels des tribunaux

satisfaction du personnel des tribunaux

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

coûts des procédures judiciaires

nombre de recours

taux de recours

clearance rate

disposition time

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

Oui

Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

nombre de nouvelles affaires

- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) : Caseload, dip sampling, no bills & acquittals by direction & freedom of information.

Commentaires

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

- Oui
- Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : Quarterly

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

- Oui
- Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère

public basé principalement sur les indicateurs définis?

Oui

Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : Monthly and quarterly

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

Oui

Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) :

Conseil Supérieur de la Magistrature

Ministère de la Justice

Organe d'inspection

Cour Suprême

Organe d'audit extérieur

Autre (veuillez préciser) :Analytical Services Group (Department of Justice & NICTS) resourced by statisticians from the Northern Ireland Statistics and Research Agency (NISRA) provide quality assured statistical reports. All management grades are also responsible for evaluating the performance of their business area / team on a periodic basis to ensure targets are on track to be met.

Commentaires

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) :

Conseil supérieur des procureurs

Ministère de la Justice

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Procureur général /Procureur de la République

Organe d'audit extérieur

Autre (veuillez préciser) :Criminal Justice Inspection Northern Ireland / Committee for Justice (Northern Ireland Assembly - when functioning)

Commentaires

3.6.3.Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public



070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des juges et des personnels des tribunaux

satisfaction du personnel des tribunaux

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

coûts des procédures judiciaires

nombre de recours

taux de recours

clearance rate

disposition time

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des procureurs et des personnels des ministères publics

satisfaction du personnel des services du ministère public

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)

coûts des procédures judiciaires

clearance rate

disposition time

pourcentage de condamnations et d'acquittements

autre (veuillez préciser) : Caseload, dip sampling, no bills & acquittals by direction, hate crime/domestic violence and sexual offences prosecution rates, case prep, decisions by type, cracked trials, applications

Commentaires

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

en matière civile

en matière pénale

en matière administrative

Commentaires

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

| | Oui (Si oui, veuillez préciser) | Non |
|--|---------------------------------|-------|
| dans les tribunaux | (X) | () |
| dans les services du ministère public | () | (X) |

Commentaires

3.6.4. Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) : Analytical Services Group (NICTS), 4th Floor Laganside House, 23 - 27 Oxford Street, Belfast, BT1 3LA

Non

Commentaires

080-1. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal:

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) : Northern Ireland Statistics and Research Agency (NISRA). NISRA Statisticians are seconded to the Public Prosecution Service

Non

080-3. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public?

- Oui, sur internet
 Non, seulement en interne (sur un site intranet)
 Non

Commentaires

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et un bilan d'évaluation) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

- Internet
 Intranet
 Diffusion papier

Commentaires

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

- Annuelle
 Moins fréquente
 Plus fréquente

Commentaires

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, des objectives et une évaluation de l'activité)?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) : Files received by type and classification, information request submitted to police by type, decisions issued by type, reasons for no prosecution, average days required for the issue of prosecutorial decisions by decision type, summons issued, defendants dealt with in crown/magistrates' court. This data is published in a quarterly Official Statistics statistical publication. There is a requirement for the PPS Annual Report and Accounts to be laid in the NI Assembly / Westminster and made available to the public.

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

- Internet
 Intranet

Commentaires

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : NAP

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : NAP

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

- Oui
- Non

Commentaires

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

- Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)
- Pouvoir législatif
- Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)
- Président de la juridiction
- Autre (veuillez préciser) :

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

- Oui
- Non

Commentaires

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

- Oui
- Non

Commentaires

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

- Pouvoir executif (par exemple Ministère de la Justice)
- Procureur général /Procureur de la République
- Conseil supérieur des procureurs
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

- Oui
- Non

Commentaires

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires

C4. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : Public Prosecution Service

- Dip sampling of cases by senior managers.
 - Line management assessment (e.g. prosecutor performance at court).
- OLCJ (083 and 114)

4. Procès équitable

4.1. Principes

4.1.1. Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. Ratio entre le nombre total de procédures de récusations initiées et le nombre de récusations qui ont abouti (au cours de l'année de référence) :

[]

[X] NA

Commentaires There is a Judicial Complaint procedure administered by the Office of the Lord Chief Justice

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?

[] Pour les procédures civiles (non-exécution)

[] Pour les procédures civiles (durée)

[] Pour les procédures pénales (durée)

[] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour Européenne des droits de l'Homme au niveau de l'Etat/au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées):

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de

violation par la Cour Européenne des droits de l'Homme ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions dans ce chapitre.

Sources : <https://www.justice-ni.gov.uk/articles/nicts-statistics-and-research>

4.2. Durée des procédures

4.2.1. Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

en matière civile

en matière pénale

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Judicial reviews, emergency protection processes, injunctions, emergency criminal courts, emergency appeal courts

Source: NICTS - specific procedures in civil and criminal cases.

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

en matière civile (petits litiges)

en matière pénale (infractions mineures)

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Default judgment procedures exist in the civil cases and administrative cases. Criminal cases include fixed penalty cases issued by prosecuting authorities and enforced by the court. Source: NICTS

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements par oral, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

affaires civiles

affaires pénales

affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Small claims courts

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour

soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Case progression officers are in place in the Criminal Courts and case management by the Judiciary exists in the majority of the business areas.

4.2.2. Gestion des flux d'affaires – première instance

091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

| | Affaires pendantes au 1er janvier année de réf. | Nouvelles affaires | Affaires terminées | Affaires pendantes au 31 décembre année de réf. | Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance |
|--|--|-----------------------------|-----------------------------|--|---|
| Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4) | [X] NA [] NAP | 53 495 [] NA [] NAP | 40 466 [] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3) | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3) | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3) | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3) | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |

| | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|
| 2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 2.2.3. Autres affaires liées aux registres | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 2.3. Autres affaires non contentieuses | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 3. Affaires administratives | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 4. Autres affaires | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires NICTS does not collate the information in the format requested. To attempt to locate, retrieve and extract the information would require a disproportionate amount of work, and for this reason it has not been possible to provide the information requested.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

| |
|-----------------|
| . Not available |
|-----------------|

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

| |
|-----------------|
| . Not available |
|-----------------|

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

| | Affaires pendantes au 1er janvier année de réf. | Nouvelles affaires | Affaires terminées | Affaires pendantes au 31 décembre année de réf. | Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance |
|--|--|--|--|--|--|
| Nombre total d'affaires pénales (1+2+3) | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | 42 553 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | 41 747 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 1. Infractions graves | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |

| | | | | | |
|--------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 2. Infractions mineures | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 3. Autres affaires | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. NICTS does not collate the information in the format requested. To attempt to locate, retrieve and extract the information would require a disproportionate amount of work, and for this reason it has not been possible to provide the information requested.

4.2.3. Gestion des flux d'affaires – seconde instance

097. Tribunaux de 2^{ème} instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

| | Affaires pendants au 1 ^{er} janvier année de réf. | Nouvelles affaires | Affaires terminées | Affaires pendants au 31 décembre année de réf. | Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2 ^{ème} instance |
|--|--|---------------------|---------------------|--|---|
| Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4) | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3) | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3) | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3) | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |

| | | | | | |
|--|---|---|---|---|---|
| 2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3) | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 2.2.3. Autres affaires liées aux registres | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 2.3. Autres affaires non contentieuses | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 3. Affaires administratives | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 4. Autres affaires | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. NICTS does not collate the information in the format requested. To attempt to locate, retrieve and extract the information would require a disproportionate amount of work, and for this reason it has not been possible to provide the information requested.

098. Tribunaux de 2^{ème} instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

| | Affaires pendantes au 1^{er} janvier année de réf. | Nouvelles affaires | Affaires terminées | Affaires pendantes au 31 décembre année de réf. | Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2^{ème} instance |
|--|---|---|---|---|--|
| Nombre total d'affaires pénales (1+2+3) | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 1. Infractions graves | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 2. Infractions mineures | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 3. Autres affaires | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. NICTS does not collate the information in the format requested. To attempt to locate, retrieve and extract the information would require a disproportionate amount of work, and for this reason it has not been possible to provide the information requested.

4.2.4. Gestion des flux d'affaires – Cour suprême

099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

| | Affaires pendants au 1er janvier année de réf. | Nouvelles affaires | Affaires terminées | Affaires pendants au 31 décembre année de réf. | Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême |
|--|--|---------------------|---------------------|--|--|
| Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4) | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3) | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3) | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3) | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3) | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 2.2.3. Autres affaires liées aux registres | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |

| | | | | | |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 2.3. Autres affaires non contentieuses | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 3. Affaires administratives | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 4. Autres affaires | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. NICTS does not collate the information in the format requested. To attempt to locate, retrieve and extract the information would require a disproportionate amount of work, and for this reason it has not been possible to provide the information requested.

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

() Oui

(X) Non

Commentaires

099-1-1. Si oui, veuillez indiquer le nombre :

d'affaires reçues par la Cour suprême ? []

d'affaires classées par cette procédure ? []

Commentaires

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

| | Affaires pendants au 1er janvier année de réf. | Nouvelles affaires | Affaires terminées | Affaires pendants au 31 décembre année de réf. | Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême |
|--|--|---------------------|---------------------|--|--|
| Nombre total d'affaires pénales (1+2+3) | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 1. Infractions graves | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 2. Infractions mineures | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 3. Autres affaires | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. NICTS does not collate the information in the format requested. To attempt to locate, retrieve and extract the information would require a disproportionate amount of work, and for this reason it has not been possible to provide the information requested.

4.2.5. Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires de divorce contentieux, licenciement, faillite, vol avec violence, homicide volontaire, relatives aux demandeurs d'asile et relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

| | Affaires pendantes au 1er janvier année de réf. | Affaires nouvelles | Affaires terminées | Affaires pendantes au 31 décembre année de réf. |
|--|---|---------------------|---------------------|---|
| Divorce contentieux | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| Licenciement | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| Faillite | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| Vol avec violence | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| Homicide volontaire | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |

Commentaires NICTS does not collate the information in the format requested. To attempt to locate, retrieve and extract the information would require a disproportionate amount of work, and for this reason it has not been possible to provide the information requested.

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours juridictionnels relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

- . The First-tier Tribunal (Immigration and Asylum) is responsible for handling appeals against some decisions made by the Home Office relating to:
- permission to stay in the UK
 - deportation from the UK
 - entry clearance to the UK

102. Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal). La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du

jugement, sans tenir compte de la phase d'exécution.

| | % des décisions ayant fait l'objet d'un appel | Durée moyenne en 1ère instance (en jours) | Durée moyenne en 2ème instance (en jours) | Durée moyenne en 3ème instance (en jours) | Durée moyenne de la procédure complète (en jours) | % d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances |
|---|---|---|---|---|---|--|
| Affaires civiles et commerciales contentieuses | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| Divorce contentieux | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| Licenciement | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| Faillite | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| Vol avec violence | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| Homicide volontaire | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |

Commentaires

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. In Northern Ireland, marriage and Civil Partnership Agreements (civil contracts between same sex couples) can be dissolved through divorce, nullity and dissolution proceedings. All are litigious, there is no non-litigious option in Northern Ireland. Proceedings are commenced by way of petition and in the case of marital or civil partnership breakdown the petition may not be presented to the court before the expiration of the period of two years from the date of the marriage or civil partnership agreement. There is no time requirement for nullity proceedings. Parties may also petition the court for judicial separation proceedings which if a decree is granted mean that the petitioner is no longer obliged to cohabit with the respondent and effects how property is devolved on the death of an intestate party to the marriage.

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. Not available

105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

- diriger ou superviser l'enquête policière
- mener des enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- porter une accusation
- soumettre l'affaire au tribunal
- proposer une peine au juge
- faire appel
- superviser la procédure d'exécution
- classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)
- clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- autres attributions significatives (veuillez préciser) : Use of diversion (e.g. caution) as an alternative to prosecution

Commentaires A different interpretation to this question may have applied in previous years. A Public Prosecutor has the power to direct a diversionary measure as an alternative to prosecution. However, they have no power to impose or negotiate such a penalty or measure, which may well be rejected by a suspect / defendant and would typically result in criminal prosecution proceedings instead.

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

- affaire civiles
- affaires administratives
- affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : NAP

107. La gestion des affaires par le procureur : nombre total des affaires pénales en première instance

| | Reçues par le procureur au cours de l'année de référence | Classées sans suite par le procureur (v. 108 ci-dessous) au cours de l'année de référence | Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur | Portées devant les tribunaux |
|---|--|---|---|------------------------------|
| Nombre total d'affaires pénales traitées en première instance par le procureur | 42 395 | 15 478 | 4 028 | 30 725 |
| | <input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> NA |
| | <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires Received during the reference year - 42,395 cases received relating to 50,231 suspects.

Discontinued during the reference year - no prosecutions at suspect level.

Concluded by a penalty or a measure imposed or negotiated by the public prosecutor - 4,028 diversions at suspect level.

Cases brought to court - 30,725 prosecutions at suspect level.

During 2011-12, the PPS received approximately 53.3k cases, then 49.6k, 47.3k and 45.4k during the subsequent 4 annual periods. It would appear that previous responses for 2012 and 2014 against Q107.1.1 reflect the number of cases received and proceeded with. There has actually been a gradual reduction in the intervening years, largely accounted for by increased police disposal powers.

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été portées par le procureur devant les tribunaux par le biais de cette procédure?

| | Nombre de procédures du plaider coupable |
|--|--|
| Total | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| Avant que l'affaire ne soit portée devant les tribunaux | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| Pendant la procédure judiciaire | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |

Commentaires

108. Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur.

| | Nombre d'affaires |
|---|--|
| Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur (1 + 2 + 3 + 4) | 15 478 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 1. Classées sans suite par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 2. Classées sans suite par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 3. Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 4. Autre | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires

109. Est-ce que ces données incluent le contentieux routier ?

Oui

Non

Commentaires

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 91, 94, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 107, 107-1 et 108.

Sources : PPS Case Management System.

5. Carrière des juges et procureurs

5.1.Recrutement et promotion

5.1.1.Recrutement et promotion des juges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

une instance composée seulement de juges

une instance composée seulement de non juges

une instance composée de juges et de non juges

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : The Northern Ireland Judicial Appointments Commission (NIJAC)

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

Oui

Non

Commentaires

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges: (plusieurs réponses possibles)

Concours / Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen): NIJAC does not promote judges. Judges may choose to progress their careers by applying to serve at a higher tier. This is through open competition, as was their original appointment.

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge? (plusieurs réponses possibles)

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Les résultats d'évaluations

Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s) »): The NI Judicial Appointment Commission's role is to recruit and select for judicial office, there is no 'promotion' route as such. If a serving 'junior' judge wishes to be elevated to a higher tier they will have to apply in open competition.

5.1.2. Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Le ministère public est-il :

- statutairement indépendant
- sous l'autorité du ministre de la Justice ou une autre autorité centrale
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (mutation, nomination...). The independence of the Director of Public Prosecutions (as head of the PPS) is set out in the legislation.

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Under s32A of the Justice (Northern Ireland) Act 2004, a person commits an offence if, with the intention of perverting the course of justice, he seeks to influence the Director, the Deputy Director or a Public Prosecutor in any decision as to whether to institute or continue criminal proceedings. A person also commits an offence if, with the intention of perverting the course of justice, he seeks to influence a barrister or solicitor to whom the Director has under section 36(2) assigned the institution or conduct of any criminal proceedings in any decision as to whether to institute or continue those proceedings.

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

- principalement par concours (concours ouvert)
- principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
- une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de procureurs
- une instance composée seulement de non procureurs
- une instance composée de procureurs et de non procureurs

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : Public Prosecution Service for Northern Ireland

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- Oui
- Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs: (plusieurs réponses possibles)

- [X] Concours / Examen
- [X] Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
- [] Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : Interview

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur?

- [X] Les années d'expérience
- [X] Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- [] La performance (quantitative)
- [X] Les résultats d'évaluations
- [] Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- [X] Autre(s)
- [] Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»): Performance at interview

5.1.3.Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- (X) Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :70
- () Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

- [] Pour des raisons disciplinaires
- [X] Pour des raisons organisationnelles
- [] Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :
- [] Non

Commentaires

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

- () Oui, durée de la période probatoire (en années) :
- (X) Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge

officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :NA

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : Dismissal as a disciplinary action

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :1

Non

Commentaires

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

Oui

Non

[X] NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

126-1. Est-il renouvelable ?

Oui

Non

[X] NAP

Commentaires

E1. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : Northern Ireland Civil Service Pension Scheme

5.2. Formation

5.2.1. Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

| | Obligatoire | Facultative | Pas de formation proposée |
|--|---|---|---|
| Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal) | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Formation continue générale | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives) | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal) | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Formation continue à l'éthique | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non |

Commentaires

128. Fréquence de la formation continue des juges :

| | Fréquence de la formation |
|--|--|
| Formation continue générale | <input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |
| Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives) | <input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |
| Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal) | <input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |

| | |
|---|--|
| Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux | <input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |
| Formation continue à l'éthique | <input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges : Judges are invited to JSB training events that are appropriate to their tier. Judges are invited to make applications for funding to attend external conferences and training courses that are relevant to their area of work. JSB provides specialised training for Judges who are selected to be ticketed for Homicide Trials, Extradition Cases and Serious Sexual Offences.

5.2.2. Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

| | Obligatoire | Facultative | Pas de formation proposée |
|---|----------------------|----------------------|---------------------------|
| Formation initiale | (X) Oui () Non | () Oui (X) Non | () Oui (X) Non |
| Formation continue générale | (X) Oui () Non | () Oui (X) Non | () Oui (X) Non |
| Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée) | (X) Oui () Non | () Oui (X) Non | () Oui (X) Non |
| Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur) | (X) Oui () Non | () Oui (X) Non | () Oui (X) Non |
| Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux | (X) Oui () Non | () Oui (X) Non | () Oui (X) Non |
| Formation continue à l'éthique | (X) Oui () Non | () Oui (X) Non | () Oui (X) Non |

Commentaires

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

| | Fréquence de la formation continue |
|------------------------------------|--|
| Formation continue générale | <input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |

| | |
|---|--|
| Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée) | <input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |
| Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur) | <input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |
| Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux | <input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |
| Formation continue à l'éthique | <input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs : As and when required

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

| | Formation initiale seulement | Formation continue seulement | Formation initiale et continue |
|--|------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| Une institution pour les juges | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Une institution pour les procureurs | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Une institution commune pour juges et procureurs | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Commentaires

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

| | Budget de l'institution pour l'année de référence, en € |
|--|--|
| Une institution pour les juges | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| Une institution pour les procureurs | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| Une institution commune pour les juges et procureurs | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |

Commentaires

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. Judges and Prosecutors are both recruited by means of an external competition. In-house training is provided by the Northern Ireland Judicial Appointments Commission in respect of judges, and the PPS in respect of prosecutors.

131-2. Nombre de formation continue (en jours) organisées par l'institution de formation judiciaire à l'intention des juges, des procureurs, du personnel non-juge et du personnel non-procureur

| | Nombre de formation continue organisée, en jours (sans e-learning) | Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning) |
|---|--|---|
| Total | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| 1. Seulement pour les juges | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| 2. Seulement pour les procureurs | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| 3. Seulement pour le personnel non-juge | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| 4. Seulement pour le personnel non-procureur | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| 5. Autres formations communes | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |

Commentaires :

E2. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : PPS

5.3.Exercice de la profession

5.3.1.Salaires et avantages des juges et procureurs

132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

| Salaire annuel brut, en € | Salaire annuel net, en € | Salaire annuel brut en monnaie nationale | Salaire annuel net en monnaie nationale |
|---------------------------|--------------------------|--|---|
|---------------------------|--------------------------|--|---|

| | | | | |
|---|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière | 122 400 [] NA [] NAP | 75 880 [] NA [] NAP | 110 334 [] NA [] NAP | 68 400 [] NA [] NAP |
| Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour) | 233 937 [] NA [] NAP | 130 460 [] NA [] NAP | 210 876 [] NA [] NAP | 117 600 [] NA [] NAP |
| Procureur au début de sa carrière | 39 292 [] NA [] NAP | 28 173 [] NA [] NAP | 35 324 [] NA [] NAP | 25 328 [] NA [] NAP |
| Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général). | 67 106 [] NA [] NAP | 48 116 [] NA [] NAP | 60 331 [] NA [] NAP | 43 258 [] NA [] NAP |

Commentaires Note: the public prosecutor of the Supreme Court or the Highest Appellate Instance reflects deployment of UG6 prosecutors at appeal hearings in the County Court structure. Appeals in higher courts are managed by outside counsel, engaged for that purpose.

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

| | Juges | Procureurs |
|---------------------------------|----------------------|----------------------|
| Imposition réduite | () Oui (X) Non | () Oui (X) Non |
| Retraite spécifique | () Oui (X) Non | () Oui (X) Non |
| Logement de fonction | () Oui (X) Non | () Oui (X) Non |
| Autre avantage financier | () Oui (X) Non | () Oui (X) Non |

Commentaires

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

[X] NAP

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

| | Rémunéré | Non rémunéré |
|---------------------|----------------------|----------------------|
| Enseignement | () Oui (X) Non | () Oui (X) Non |

| | | |
|---------------------------------|----------------------|----------------------|
| Recherche et publication | () Oui (X) Non | () Oui (X) Non |
| Arbitrage | () Oui (X) Non | () Oui (X) Non |
| Consultant | () Oui (X) Non | () Oui (X) Non |
| Fonction culturelle | () Oui (X) Non | () Oui (X) Non |
| Fonction politique | () Oui (X) Non | () Oui (X) Non |
| Médiateur | () Oui (X) Non | () Oui (X) Non |
| Autre fonction | () Oui (X) Non | () Oui (X) Non |

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser. NAP

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

| | Rémunéré | Non rémunéré |
|---------------------------------|----------------------|----------------------|
| Enseignement | (X) Oui () Non | (X) Oui () Non |
| Recherche et publication | (X) Oui () Non | (X) Oui () Non |
| Arbitrage | (X) Oui () Non | (X) Oui () Non |
| Consultant | (X) Oui () Non | (X) Oui () Non |
| Fonction culturelle | (X) Oui () Non | (X) Oui () Non |
| Fonction politique | (X) Oui () Non | (X) Oui () Non |
| Médiateur | (X) Oui () Non | (X) Oui () Non |
| Autre fonction | (X) Oui () Non | (X) Oui () Non |

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

- () Oui
(X) Non

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires

138-1. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

juges uniquement

juges et représentants d'autres professions juridiques

autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-2. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

NAP

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires

138-4. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

procureurs uniquement

procureurs et représentants d'autres professions juridiques

autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-5. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

5.4. Procédures disciplinaires

5.4.1. Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (plusieurs options possibles) ?

- Justiciables
- Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) : Lord Chief Justice (Northern Ireland) a Lord Justice of Appeal, Tribunal Presidents/Chairmen. [Another Lord Chief Justice, a Justice of the Supreme Court – only for serious complaints against the LCJ NI].
- Ceci n'est pas possible

Commentaires

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (plusieurs options possibles) :

- Citoyens
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur Général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :
- Ceci n'est pas possible

Commentaires

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (plusieurs options possibles)

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

Autre (veuillez préciser) : Lord Chief Justice (Northern Ireland) a Lord Justice of Appeal, Tribunal Presidents/Chairmen. [Another Lord Chief Justice, a Justice of the Supreme Court – only for serious complaints against the LCJ NI].

Commentaires

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (plusieurs options possibles)

Cour Suprême

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Procureur Général/Procureur d'Etat

Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Organisme professionnel

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

5.4.2. Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

| | Juges | Procureurs |
|--|---|---|
| Nombre total (1+2+3+4) | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 1. Faute déontologique | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 2. Insuffisance professionnelle | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 3. Délit pénal | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 4. Autre | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

| | Juges | Procureurs |
|---|---------------------|---------------------|
| Nombre total (total 1 à 10) | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 1. Réprimande | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 2. Suspension | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 3. Retrait d'une affaire | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 4. Amende | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 5. Diminution de salaire temporaire | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 6. Rétrogradation de poste | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 7. Mutation géographique dans un autre tribunal | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 8. Démission | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 9. Autre | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |
| 10. Révocation | [X] NA [] NAP | [X] NA [] NAP |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 144 et 145 :

Sources : Office of the Lord Chief Justice

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1. Statuts de la profession d'avocat



146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

| | Total | Hommes | Femmes |
|------------------|------------------------------------|--|--|
| Nombre d'avocats | 777 <input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> NA |

Commentaires Practising barristers includes independent practitioners working from Bar Library (666), employed (54) and independent members working from other locations (57). The male/female breakdown is available only for independent practitioners working from the Bar Library: 431 males and 235 females. This information is not available for employed and independent members working from other locations.

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

NA

NAP

Commentaires

149. Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice (plusieurs options sont possibles) pour les :

| | Première instance | Seconde instance | Cour suprême |
|------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Affaires civiles | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Affaires de licenciement | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Affaires pénales - Défendeur | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Affaires pénales - Victime | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Affaires administratives | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

NAP

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des avocats : There is no monopoly.

149-0. En cas d'absence de monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients au tribunal :

| | Première instance | Seconde instance | Cour suprême |
|---------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Organisme de la société civile | (X) Oui () Non | (X) Oui () Non | (X) Oui () Non |
| Membre de la famille | () Oui (X) Non | () Oui (X) Non | () Oui (X) Non |
| Personne concernée elle-même | (X) Oui () Non | (X) Oui () Non | (X) Oui () Non |
| Syndicat | (X) Oui () Non | (X) Oui () Non | (X) Oui () Non |
| Autres | (X) Oui () Non | (X) Oui () Non | (X) Oui () Non |

Commentaires - Si « autres », veuillez préciser. De plus, veuillez préciser pour les catégories mentionnées quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) : Solicitors, Solicitor Advocates.

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

- Activité notariale
- Arbitrage/médiation
- Mandataire
- Syndic de copropriété
- Agent immobilier
- Autres (veuillez préciser) :

Commentaires

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

- Avocat indépendant
- Avocat salarié
- Avocat d'entreprise

Commentaires

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

- un barreau national
- un barreau régional
- un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si non, veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Barristers with specific practices are organised in Bar Associations which provide specialist professional training and representation.

Barristers who wish to become Senior Counsel must complete an independent appointment process to attain the rank of Queen's Counsel.

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 146 et 148 :

Sources : The Bar Council of Northern Ireland

6.1.2.Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires This varies between criminal and civil practice. However, if it's a legally aided case, the client is not required to pay and the government payer generally operates a standard fee mechanism. In certain areas such as arbitration and mediation publicly quoted fees are available.

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires In publicly funded work, fees are increasingly laid out in statutory rules/practice directions/guidelines as standardised or scale fees. In privately funded work, the fee will depend on a high number of variables so can be obtained on request from the barrister and some negotiation on fees may be possible.

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires Practicing barristers are subject to the Bar Council Code of Conduct and Constitution of Bye Laws of the Inn of Court of Northern Ireland which provide rules on fees. Fees for publicly funded work laid out in statutory rules are accompanied by explanatory notes and guidelines on the procedure for claiming fees from the Legal Services Agency.

6.1.3. Standards de qualité et procédures disciplinaires

157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés? Practicing barristers are subject to the Bar Council Code of Conduct. Barristers must also satisfy mandatory CPD requirements annually on their application for a practising certificate. Newly qualified barristers must complete a mandatory period of pupillage under the supervision of a more senior practitioner. The Bar Council has instituted a mandatory Advocacy Training programme which must be completed in various stages.

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires The Bar Council of Northern Ireland as the regulatory body.

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser : The Bar Council is the regulatory body and complaints against barristers are investigated by the Professional Conduct Committee (PCC) of the Bar Council. The Legal Services Oversight Commissioner has independent oversight of all complaints. Meanwhile service complaints are to be considered by a separate independent body to the PCC (the Bar Complaints Committee).

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

Le juge

Le ministère de la Justice

Une instance professionnelle

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires If the complaints handling process finds evidence of misconduct, a disciplinary panel consisting of High Court Judiciary, senior barristers and lay persons is convened to determine the matter and recommend any discipline required.

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

| | Nombre de procédures disciplinaires |
|--|--|
| Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4) | 1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |

| | |
|---------------------------------|------------------------|
| 1. Faute déontologique | 1 [] NA [] NAP |
| 2. Insuffisance professionnelle | 0 [] NA [] NAP |
| 3. Délit pénal | 0 [] NA [] NAP |
| 4. Autre | 0 [] NA [] NAP |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

| | Nombre de sanctions |
|---|------------------------|
| Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5) | 4 [] NA [] NAP |
| 1. Réprimande | 1 [] NA [] NAP |
| 2. Suspension | 0 [] NA [] NAP |
| 3. Retrait d'une affaire | 0 [] NA [] NAP |
| 4. Amende | 1 [] NA [] NAP |
| 5. Autre | 2 [] NA [] NAP |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons : Other refers to a warning & payment of costs for the disciplinary action. All 4 sanctions refer to the one disciplinary action in question 161.

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1 Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1. Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

[] Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

[X] Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

[] Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

() Oui

(X) Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

| | Médiateur privé | Autorité publique (autre que le juge) | Juge | Procureur |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| Affaires civiles et commerciales | (X) Oui () Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP |
| Affaires familiales | (X) Oui () Non [] NAP | (X) Oui () Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP |
| Affaires administratives | (X) Oui () Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP |
| Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements | () Oui (X) Non [] NAP | (X) Oui () Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP |
| Affaires pénales | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP |
| Affaires liées aux consommateurs | (X) Oui () Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP | () Oui (X) Non [] NAP |

Commentaires

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

| | Total | Hommes | Femmes |
|----------------------|---|---|---|
| Nombre de médiateurs | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

| | Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation | Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées | Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement |
|---|--|---|---|
| Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6) | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 1. Affaires civiles et commerciales | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 2. Affaires familiales | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 3. Affaires administratives | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 5. Affaires pénales | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 6. Affaires liées aux consommateurs | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires - Veuillez indiquer la source :

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

l'arbitrage

la conciliation (si différente de la médiation)

d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :

Commentaires

G1. Veuillez indiquer la source de la réponse à la question 166 :

Source : NAP

8.Exécution des décisions de justice

8.1.Exécution des décisions en matière civile

8.1.1.Fonctionnement

169. Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

170. Nombre d'agents d'exécution

| | Total | Hommes | Femmes |
|-----------------------------|--------------|--------------|-------------|
| Nombre d'agents d'exécution | 16 [] NA | 11 [] NA | 5 [] NA |

Commentaires

171. Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles) :

des juges

des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques

des huissiers de justice attachés à une institution publique

autre

Commentaires - Veuillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs) : Other - 1 Chief Enforcement Officer, 2 Deputy Chief Enforcement Officers, 1 Senior Enforcement Officer, 11 Enforcement Officers (& nominated officers) Since the last return we have reclassified an enforcement agent who has specific powers of enforcement and not administrative staff. Therefore, the Nominated Officer and Registration Officers have been removed from this segment. 1.In the Enforcement of Judgments Office (EJO) AND Enforcement Agents are the Master (Enforcement of Judgments Office), the Chief Enforcement Officer (including his Deputies), Enforcement Officers. All have statutory powers made under the Judgments Enforcement (NI) Order 1981. They also exercise their functions in accordance with Article 8 of the Judgments Enforcement (NI)Order 1981. 2.The Master is appointed under section 70 of the Judicature (NI) Act 1978. Her role is to (a)Exercise judicial functions and discretion in determining contested cases; (b)Ensure all the legislative requirements are followed; (c)To make orders of enforcement (by application of the Chief Enforcement Officer)

3.The Chief Enforcement Officer is designated by the Department of Justice of Northern Ireland, and the powers to issue summons to compel debtors to a means examination, issue specific enforcement orders and make certain applications for enforcement to the EJO master. 4.An Enforcement Officer is designated by the Department of Justice of Northern Ireland and is responsible for the completion of means reports, the service of certain enforcement orders and the execution of Orders for Delivery of Possession of Land and Orders for the Delivery of Possession of Goods and Orders of Seizure.

171-1. Les agents d'exécution ont-ils le monopole dans l'exercice de leur fonction ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des agents d'exécution ou au contraire des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés:

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

| | Option |
|--|--|
| Saisie des biens meubles corporels | <input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input checked="" type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non [] NAP |
| Saisie des immeubles | <input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input checked="" type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non [] NAP |
| Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent | <input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input checked="" type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non [] NAP |
| Saisies des rémunérations | <input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input checked="" type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non [] NAP |
| Saisies des véhicules terrestres à moteur | <input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input checked="" type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non [] NAP |
| Mesures d'expulsion | <input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non [] NAP |
| Vente forcée par adjudication publique des biens saisis | <input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non [X] NAP |
| Autres | <input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non [X] NAP |

Commentaires

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

[] Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires

[X] Recouvrement de créances

- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques
- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires

172. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

- Oui
- Non

Commentaires

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires Training is an ongoing basis, and individual training needs are assessed, discussed and actioned – both related to new and updated internal procedures

173. La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par (la réponse NAP signifie que la profession n'est pas organisée) :

- une instance nationale
- une instance régionale
- une instance locale
- NAP

Commentaires

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires

175. Est-ce que les frais d'exécution sont librement négociés ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

H0. Veuillez indiquer les sources pour la réponses à la question 170 :

Source : Section 70 of the Judicature (NI) Act 1970 & Article 2 of the Judgments Enforcement (NI) Order 1981

8.1.2.Efficacité des services d'exécution

177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

[] une instance professionnelle

[] le juge

[] le ministère de la Justice

[] le procureur

[X] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

179. Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés ?

180. Si oui, qui est chargé de formuler ces normes de qualité ?

[] un organisme professionnel

[] le juge

[] le ministère de la Justice

[] autre (veuillez préciser) :

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The Crown Proceedings Act 1947 (as it applies to the Crown in Northern Ireland)

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : NICS Performance Management System and governance checks

183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.

absence de toute exécution

non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

manque d'information

durée excessive

pratiques illégales

supervision insuffisante

coût excessif

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

184. Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The Northern Ireland Department of Justice have mechanisms in place to introduce legislative changes to primary or secondary legislation governing the statutory functions of the EJO if they are required.

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

| | Existence du système |
|-----------------------------------|---|
| pour les affaires civiles | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| pour les affaires administratives | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non |

Commentaires Whilst EJO has standards for producing certain processes, none would measure the length of enforcement procedures. EJO are introducing new ways of working and measuring timeliness of the length of enforcement procedures is being developed.

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

- () entre 1 et 5 jours
- () entre 6 et 10 jours
- () entre 11 et 30 jours
- () plus (veuillez préciser) :
- NA

Commentaires

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

| | Nombre de procédures disciplinaires initiées |
|--|--|
| Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4) | 0 [] NA [] NAP |
| 1. Pour faute déontologique | 0 [] NA [] NAP |
| 2. Pour insuffisance professionnelle | 0 [] NA [] NAP |
| 3. Pour délit pénal | 0 [] NA [] NAP |
| 4. Autre | 0 [] NA [] NAP |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

| | Nombre de sanctions prononcées |
|---------------------------------------|--------------------------------|
| Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5) | 0 [] NA [] NAP |
| 1. Réprimande | 0 [] NA [] NAP |
| 2. Suspension | 0 [] NA [] NAP |

| | |
|---------------------------------|------------------------|
| 3. Retrait d'une affaire | 0 [] NA [] NAP |
| 4. Amende | 0 [] NA [] NAP |
| 5. Autre | 0 [] NA [] NAP |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons :

H1. Veuillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 186, 187 et 188 :

Source : NAP - no disciplinary proceedings have commenced against any enforcement agent

8.2.Exécution des décisions pénales

8.2.1.Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales? (plusieurs options possibles)

- Juge
- Procureur
- Services pénitentiaire et de probation
- Autre autorité (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle). Criminal judgments may include a range of orders including custody, probation, compensation and other monetary penalties. Police, courts and other statutory bodies may be involved in enforcement of monetary penalties in terms of monitoring, collecting etc.

The Judge imposes the monetary penalty, a collection order and allow time to pay when sentencing the defendant.

If the defendant fails to pay as directed by the judge, FCS have responsibility for recovering the unpaid monetary penalties. The Justice Act(NI) 2016 gave FCS the powers to ascertain means and circumstances of the defendant, deduct from benefits, attach from earnings, freeze monies in bank accounts and apply to the court to seize vehicles.

FCS may also grant extensions of time to pay or agree instalment plans.

If FCS are unsuccessful in recovering the monetary penalties, the case will be referred back to the Judge. The Judge can consider a custodial sentence or unpaid work as an alternative to the payment.

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
- Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%

50-79%

Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question : NICTS Finance Branch

9. Notaires

9.1. Profession de notaire

9.1.1. Nombre et statuts des notaires

192. Si votre pays dispose de notaires, veuillez indiquer leur nombre et leur statut. Sinon, veuillez passer à la question 197.

| | Total | Hommes | Femmes |
|--|--|--|--|
| TOTAL (1+2+3+4) | 34 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | 24 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | 10 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| 1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique) | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| 2. Professionnels nommés par l'Etat | 34 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | 24 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | 10 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| 3. Fonctionnaires | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| 4. Autre | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser le statut de ces notaires :

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (plusieurs options possibles) :

- diplôme
 expérience professionnelle/formation professionnelle
 examen
 procédure de nomination par l'Etat
 autre (veuillez préciser):

Commentaires

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :
 non, veuillez indiquer la durée du mandat : until they cease to practice as a practitioner

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser : Dismissal if their practising certificate is revoked by the Law Society

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles):

- dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)
- authentification
- certification des signatures
- contrôle de légalité des documents soumis par les parties
- médiation
- prestation de serments
- autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :

Commentaires

194-1. Les notaires ont –ils des droits exclusifs dans l’exercice de leurs fonctions :

- dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)
- authentification
- certification des signatures
- contrôle de légalité des documents soumis par les parties
- médiation
- prestation de serments
- autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou, au contraire, des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés:

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Autres

Commentaires

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes numériques spécialisés dans leur activité ?

- Dans l’élaboration d’instruments authentiques
- Dans l’enregistrement d’instruments authentiques (archives)
- Pour d'autres activités (veuillez préciser) :

Commentaires Not known

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l’activité des notaires ?

- Oui

() Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

- une instance professionnelle
- le tribunal
- le ministère de la Justice
- le procureur
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

- () Oui
- (X) Non

Commentaires

11. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 192:

Sources : Secretary to the Lord Chief Justice of Northern Ireland

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1. Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

- () Oui
- (X) Non

Commentaires

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

- () Oui
- (X) Non

Commentaires

199. Nombre d'interprètes judiciaires accrédités ou enregistrés :

- []
- [X] NA

Commentaires

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) : Regulated under the terms of a contract and codes of conduct and ethics with the appointed service provider

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

[] Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

[] Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

[X] Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélectionThe contracted service provider

Commentaires

J1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 199

Sources : NAP

11.Experts judiciaires

11.1.Profession d'expert judiciaire

11.1.1.Statuts des experts judiciaires

202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (plusieurs options possibles):

[X] experts à qui les parties demandent d'apporter leur expertise pour soutenir leur argumentation,

[] experts nommés par le tribunal pour mettre à la disposition de celui-ci leurs connaissances scientifiques et techniques sur des questions de fait,

[] «Experts juristes » qui peuvent être consultés par le juge pour des questions de droit spécifiques ou qui ont pour tâche de soutenir le juge dans la préparation du travail judiciaire (mais qui ne participent pas au jugement).

[] Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

202-1. Existe-t-il des listes ou des bases de données d'experts judiciaires agréés ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment est évaluée sa compétence ? par qui ?) :

202-2. Qui est responsable de l'enregistrement des experts judiciaires?

- Le Ministère de la Justice
- Les tribunaux
- Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)
- Autre

Commentaires

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

- Oui, pour combien de temps
- Non

Commentaires

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

- Oui
- Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

| | Obligation de formation |
|---------------------------|---|
| Formation initiale | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Formation continue | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non |

Commentaires

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

- la procédure judiciaire
- le métier de l'expert
- autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

- Oui
- Non

Commentaires

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

- Oui
- Non

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

| | Total | Hommes | Femmes |
|------------------|--|--|--|
| Nombre d'experts | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP |

205-1. Qui fixe la rémunération de l'expert ?

- The party calling the expert to assist

206. Existe-t-il des dispositions impératives relatives à l'exercice de la fonction d'expert judiciaire dans le cadre des procédures judiciaires ?

- () Oui
 (X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser, notamment les délais impartis pour présenter un rapport technique au juge :

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

| | Nombre d'affaires |
|---|--|
| Total (1+2+3+4) | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 1. Affaires civiles et commerciales litigieuses | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 2. Affaires administratives | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 3. Affaires pénales | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |
| 4. Autre affaires | <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP |

207. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des experts judiciaires ?

- Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée
 Oui, pour les recruter et/ou les nommer sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

[X] Non, veuillez préciser qui est responsable de cette sélectionExpert witnesses are selected by parties based on their qualifications, expertise and experience.

Commentaires

207-1. Le juge contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

K1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 205

Sources : NAP

12. Les réformes dans le système judiciaire

12.1. Réformes envisagées

12.1.1. Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? Veuillez préciser si ces réformes sont en préparation ou si elles ont simplement été envisagées jusqu'alors. Des projets innovants ont-ils été mis en œuvre ? Si possible, respectez les catégories suivantes:

1. Programmes de réforme généraux NAP

2. Budget Budgets for future plans past 2019-20 have currently not been set.

3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux-, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments) Proposal to bring forward a consultation on increasing the jurisdiction of county courts in Northern Ireland to hear civil cases.

Proposal to bring forward a consultation on creating a single family court in Northern Ireland.

3.1. Accès à la justice et aide judiciaire Reforms to ensure that legal aid services continue to offer value for money are continuing. These are focused on reforming remuneration (such as making greater use of standardised fees) and ensuring appropriate quality standards are in place. A wider examination of the future strategy for Access to Justice for Northern Ireland is in the early planning stages.

4. Conseil supérieur de la magistrature NAP

5. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc. Regulation

- The implementation of the Legal Complaints and Regulation Act (Northern Ireland) 2016 which sees the entire complaints process overseen by an independent oversight commissioner, conduct complaints retained by the PCC but service complaints handled by a new Bar Complaints Committee
- Reform of existing disciplinary rules & procedures to reflect best practice •Reform of Code of Conduct to reflect best practice
- Increased supervision of anti-money laundering and engagement with newly formed UK-wide supervisory bodies such as the Office for Professional Body AML Supervision

Professional Standards

- Embedding of new mandatory CPD regime with specified minimum requirements in areas of Advocacy, Ethics and Practice Management
- Specific training aimed at vulnerable witnesses and issues arising out of sexual offence cases
- Specific training relevant to each Bar association and area of law to reflect latest developments •Development of updated overall Advocacy training strategy
- Reform of education and training provision at the Institute of Professional Legal Studies to align with requirements of the Bar Areas of Law
- Mediation & Arbitration service being extended and supported in response to emerging need for such services
- Engagement in a series of reforms in civil and family justice arising out of various Access to Justice reviews

Practice Management •Adoption of technology enabled improvements to practice management

6. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération NAP

7. Exécution des décisions de justice NAP

8. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges NAP

9. Lutte contre la criminalité NAP

9.1 Système pénitentiaire NAP

9.2 La justice adaptée aux enfants Reforms to the youth justice system in Northern Ireland are currently taking place with the aim of developing a welfare-oriented approach to dealing with children in, or on the fringes of, the criminal justice system to improve their longer-term outcomes. The most significant reform is the establishment of a joint Justice and Health programme team to transform secure children's facilities in NI. Existing secure care and justice facilities will be repurposed into a single secure Campus for vulnerable children with complex needs, providing specialist support to address issues including psychiatric, substance misuse and behavioural (including offending) issues.

The Youth Justice Agency is also developing a new welfare-based model of practice for those children under its supervision, and there is an increased focus on Early Intervention, providing tailored services and support to children to prevent offending behaviour and de-escalate problems in the community. Ultimately, the intention is to reform all youth justice legislation, including custodial and community disposals, and to simplify and consolidate provision into a single Children's Bill, although this is outwith the timeframe of this exercise.

9.3 La violence entre partenaires Consultation on options for legislation to protect victims of domestic abuse from being cross-examined by perpetrators in person in family proceedings.

10. Nouvelles technologies de l'information et de la communication Speeding up justice is one of the biggest challenges facing the justice system in Northern Ireland and is being taken forward via a Speeding Up Justice Programme with four strands: performance reporting; working in partnership; legislation; and research and analysis.

The Department of Justice is also developing an overarching Criminal Justice Digital Strategy that incorporates digital plans across the criminal justice sector, helping to ensure a coordinated approach to digital developments and that collaboratively digital opportunities are maximised to deliver a more effective justice system.

11. Autres NAP